

Hollande en Chine, les premiers pas

La visite d'Etat du président de la République, les 25 et 26 avril, est l'occasion de nouer des liens avec la nouvelle équipe dirigeante chinoise et de tenter de rééquilibrer les échanges avec la deuxième économie mondiale

Deux jours pour relever trois défis de cette ampleur, c'est court. Deux jours, c'est pourtant le temps que passera François Hollande en Chine, jeudi 25 et vendredi 26 avril, pour une visite d'Etat dont l'objectif peut au fond se résumer en trois verbes : normaliser, rassurer et relancer.

Normaliser, d'abord. Depuis bientôt cinquante ans, Paris et Pékin entretiennent un mythe : celui d'une relation exceptionnelle et privilégiée. Ce mythe est né le 27 janvier 1964, jour où la France du général de Gaulle fut le premier grand Etat occidental à reconnaître la République populaire de Chine, proclamée quinze ans plus tôt par Mao Zedong. Mais, comme tout mythe, il tend à masquer une réalité : celle d'une relation bilatérale en dents de scie, jalonnée de crises parfois intenses et de lunes de miel rarement durables. Avec Nicolas Sarkozy, la relation fut pour le moins compliquée. Lors de sa première visite à Pékin, en novembre 2007, l'ancien prési-

Si le président ne s'est jamais rendu en Chine, l'homme n'en a pas moins une histoire avec ce pays

dent avait posé les jalons d'une diplomatie du donnant-donnant qui se voulait en rupture avec le soutien quasi inconditionnel affiché par Jacques Chirac à l'égard de Pékin. On se souvient de la suite : une brouille historique, en 2008, quand la France haussa le ton contre la répression chinoise au Tibet, puis une amorce de réchauffement, à partir de 2010, élevée toutefois par les réserves exprimées par Pékin à l'entente de l'intervention occidentale, et notamment française, contre la Libye de Mouammar Kadhafi.

C'est donc en héritier de cette histoire heurtée que François Hollande atterrira à Pékin, jeudi, accompagné de la délégation la plus nombreuse qu'il ait emmenée à l'étranger depuis son arrivée à l'Elysée : huit ministres, une soixantaine de chefs d'entreprise, et deux personnalités politiques engagées dans le dialogue franco-chinois, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, président du forum du Comité France-Chine, et la maire de Lille, Martine Aubry, nommée par Laurent Fabius représentante spéciale du ministère des



François Hollande, alors candidat socialiste à la présidentielle, le 29 janvier 2012, aux festivités du Nouvel An chinois organisées dans le 13^e arrondissement de Paris. T. CHESNOT/SIPA

affaires étrangères pour les relations économiques avec la Chine.

Mais c'est avant tout François Hollande qui est attendu. Car l'homme, s'il ne s'est jamais rendu en Chine, n'en a pas moins une histoire avec ce pays. Nul doute ainsi que Pékin se souvient de la lettre qu'il rédigea en janvier 2004, à l'occasion de la venue à l'Assemblée nationale de l'ancien président chinois, Hu Jintao, pour attirer l'attention de celui-ci sur la « perpétuation de la peine de mort » en Chine. A l'époque, M. Hollande était premier secrétaire du Parti socialiste, et la lettre en question était cosignée par Jean-Marc Ayrault, alors président du groupe PS à l'Assemblée nationale, et aujourd'hui premier ministre...

Nul doute, non plus, que Pékin ait noté que l'un des deux secrétaires généraux adjoints de l'Elysée, Nicolas Revel, est le demi-frère du moine bouddhiste Matthieu Ricard, et qu'il était directeur du cabinet de Bertrand Delanoë quand celui-ci remit au dalaï-lama le titre de « citoyen d'honneur de la Ville de Paris », en juin 2009.

Rassurer les autorités chinoises sur lui-même, tout en rassurant la gauche française sur le fait que, devenu président de la République, il n'a pas oublié ses exigences de premier secrétaire du PS : la voie est étroite pour François Hollande. D'autant plus que le président français devra, sur d'autres dossiers également, rassurer ses hôtes. Le premier est d'actualité

immédiate : il s'agit de la sécurité des touristes chinois en France, victimes d'agressions répétées ces dernières semaines. Le deuxième pèse sur les relations bilatérales depuis plus longtemps : il s'agit de la question des visas, difficiles et lents à obtenir pour les Chinois qui souhaitent étudier ou investir en France.

Le troisième dossier est d'ordre économique : en même temps qu'il devra les rassurer sur la stabilité de la zone euro, François Hollande aura à cœur de convaincre les Chinois de l'attractivité de la France, comme il l'a fait en Inde, lors de sa première visite d'Etat en Asie, les 14 et 15 février. Ce sera notamment le message qu'il délivrera au forum économique orga-

nisé jeudi à Pékin. Parmi les buts affichés du déplacement, l'Elysée met en bonne place la mise en avant des « atouts » de la France et de sa « compétitivité », régulière-

Parmi les buts affichés du déplacement, la mise en avant des « atouts » de la France et de sa « compétitivité »

ment mis en doute dans la presse internationale, et le développement des investissements chinois en France, ouvertement considérés comme « insuffisants ».

Rassurer, donc. Mais à quelle fin ? C'est ici qu'intervient le troisième objectif de cette visite d'Etat : la relance des échanges entre les deux pays. C'est un vieux problème : lors du voyage en Chine de François Mitterrand, en mai 1983, *Le Monde* expliquait que l'un des enjeux de la visite présidentielle était de regagner le terrain perdu par les investisseurs français, notamment au profit de l'Allemagne. Trente ans plus tard, la situation s'est légèrement aggravée : de 1983 à 2011, la part de marché française en Chine s'est légèrement effritée, passant de 1,4 % à 1,27 %, tandis que celle de l'Allemagne s'est consolidée, passant de 5 % à 5,33 %. Aujourd'hui, le déficit commercial de la France avec la Chine atteint un niveau record de 26 milliards d'euros. La relance des exportations est « une nécessité », convient-on à l'Elysée.

Pour répondre à cette ambition, davantage que sur les grands contrats, la France mise aujourd'hui sur le soutien aux entreprises de taille moyenne, qui font la force de l'Allemagne. De façon symbolique, c'est d'ailleurs une entreprise de ce type, Bernard Controls, spécialisée dans la motorisation électrique des vannes industrielles, que François Hollande visitera jeudi en début d'après-midi, avant d'être officiellement accueilli au Palais du peuple par le nouveau président chinois, Xi Jinping.

Dans l'entourage du chef de l'Etat, l'on reconnaît que « la France a raté la première phase du développement de la Chine ». Mais l'on veut croire qu'« elle dispose de tous les atouts pour prendre part pleinement au développement de l'économie chinoise dans les secteurs du développement durable ou des transports urbains ».

François BOUGON
ET THOMAS WIEDER

Nouvelles crispations entre Tokyo et Pékin sur les îles Senkaku

La Chine a envoyé une flottille dans les eaux territoriales de ces îlots administrés par le Japon mais revendiqués par Pékin

Pékin
Correspondant

La Chine n'a aucune intention de désarmer face au Japon en mer de Chine orientale. Pékin a envoyé, mardi 23 avril, huit navires de l'agence de surveillance maritime (CMS) dans ce que le Japon considère comme ses eaux territoriales autour des Senkaku. Les îlots, que les Chinois désignent par le nom de Diaoyu, sont sous administration japonaise, mais revendiqués par la Chine, qui nie au Japon la légitimité de cette prise de guerre datant de la première guerre sino-japonaise (1894-1895).

Cette 4^e incursion de navires des agences paramilitaires chinoises depuis la nationalisation des îles par le gouvernement japonais en septembre 2012 a conduit

Tokyo à convoquer l'ambassadeur de Chine au Japon, comme il l'a fait à plusieurs reprises depuis le début de l'année. La Chine répond systématiquement que les îles « font partie inhérente du territoire chinois » et que ses navires ne font que « remplir leur mission officielle ».

En multipliant les incursions depuis six mois, la Chine tente, d'après les analystes, d'imposer un nouveau statu quo – selon lequel ses propres navires font la police autour des Diaoyu – et de pousser le Japon à reconnaître l'existence d'un conflit territorial, ce à quoi Tokyo s'est toujours refusé.

La démonstration de force chinoise de mardi matin – outre les huit navires de la CMS, deux bâtiments du Bureau de la pêche croisaient à la limite des eaux ter-

ritoriales, selon Tokyo – est présentée par Pékin comme une mesure de dissuasion à l'« rencontre d'une expédition du groupuscule d'extrême droite japonaise Ganbare Nippon, qui avait recruté sur son site Internet des volontaires pour une « expédition de pêche » autour des Senkaku entre les 22 et 25 avril. La presse chinoise affirme de son côté que 80 militants nippons étaient en route pour les Diaoyu dans la nuit du 22 avril.

« Militarisme japonais »

Créé en 2010, Ganbare Nippon (une abréviation pour « Comité d'action national. Allez le Japon ! ») a notamment organisé les deux expéditions sur les îles de juin et d'août 2012, provoquant une surenchère avec des militants de Chine, de Taiwan et d'Hongkong.

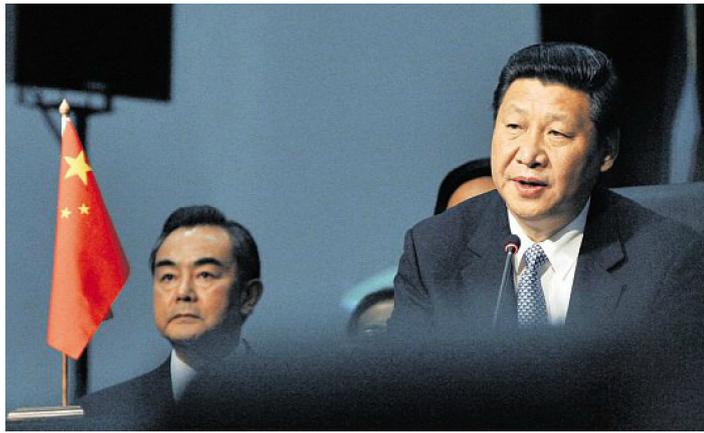
Tokyo avait justifié la nationalisation des Senkaku – plusieurs îlots appartenant à un propriétaire privé japonais – par le gouvernement japonais en arguant que c'était le meilleur moyen d'empêcher les actions intempestives de nationalistes. Or l'opération déclencha un tollé en Chine. Pékin saisit l'occasion de cette crise pour pratiquer ce que la chercheuse Stephanie Klein-Ahlbrandt, de l'organisation International Crisis Group, a décrit par l'expression « *reactive assertiveness* », ou « *s'imposer par la réaction* », et renverser le statu quo existant à son avantage.

La succession de visites effectuées depuis les 20 et 21 avril par des responsables politiques nippons, dont le vice-premier ministre Taro Aso, au temple de Yasuku-

ni à Tokyo, où reposent 14 criminels de guerre, est donc du pain béni pour Pékin : le *Quotidien du peuple* dénonçait mercredi matin une « *résurgence du militarisme japonais* » – les extrémistes au sein de l'armée impériale ayant joué un rôle prépondérant dans l'invasion de la Chine par le Japon dans la première moitié du XX^e siècle.

Le ton monte entre les deux pays : la Chine a déjà indiqué qu'elle ne participerait pas au prochain sommet tripartite Chine-Corée-Japon prévu en mai. Tandis que Shinzo Abe, le premier ministre japonais, a promis hier aux députés nippons qu'il prendrait une « *action décisive* » en cas de débarquement de Chinois sur les îles Senkaku. ■

BRICE PEDROLETTI



Ci-dessus : le président chinois, Xi Jinping, lors du sommet des Brics à Durban, le 27 mars. ALEXANDER JOE/AFP
À droite : un militant manifeste contre la censure gouvernementale, à Guangzhou, début janvier. ADAM DEAN



L'embarras de Paris sur la question des droits de l'homme

Chercheurs et responsables d'ONG estiment qu'il faut tisser plus de liens avec la société civile chinoise, à l'instar des fondations allemandes

Les principaux intéressés évoquent le hasard du calendrier. Peu avant la visite de François Hollande en Chine, deux « bêtes noires » de Pékin, le premier ministre tibétain en exil, Lobsang Sangay, et la dissidente ouïgoure Rebiya Kadeer ont effectué un déplacement parisien.

Arrivés séparément le même jour, jeudi 18 avril, ils ont effectué des visites discrètes, sans rencontres de responsables français, mais l'ambassade de Chine à Paris s'est maigre tout émue de l'organisation de réceptions pour ces deux personnalités à l'Assemblée nationale et au Sénat. Des pressions ont été exercées pour qu'elles soient annulées, en vain. Même sur le sol français, il est devenu difficile d'évoquer les sujets qui fâchent avec la deuxième puissance économique mondiale.

Il fut un temps, après la répression sanglante du mouvement démocratique en 1989, où les étudiants chinois en fuite furent accueillis en héros et fêtés à Paris lors du défilé célébrant le bicentenaire de la Révolution. « Un régime qui, pour survivre, en est réduit à faire tirer sur la jeunesse qu'il a formée et qui se dresse contre lui au nom de la liberté n'a pas d'avenir », déclarait François Mitterrand.

Plus de vingt ans après, le régime a non seulement survécu, mais a redonné son rang à l'ancien empire du Milieu et accepte de moins en moins les leçons de l'Occident.

« Les Occidentaux doivent en parler sans en parler ; les Chinois, se fâcher sans se fâcher »

Jean-Louis Rocca
chercheur au CERI
à Sciences Po

Récemment, dans une librairie parisienne spécialisée sur l'Asie très renommée, Le Phénix, un essayiste proche du pouvoir, Song Luzheng, présentait son livre, en chinois, *La Chine peut gagner. Comment le modèle du système chinois peut dépasser l'Occident*, vantant les mérites du parti unique.

« Au vu de la situation actuelle, le modèle chinois se révèle être le meilleur, assurait-il. L'opposition démocratique-dictature qui a cours dans les principes de sciences politiques de l'Occident ne peut expliquer le modèle chinois. »

Sous la présidence de Jacques Chirac, cette question des droits humains (renquan en chinois) passait au second plan, la priorité étant le partenariat stratégique avec Pékin. Avec le numéro un chinois de l'époque, Jiang Zemin, il plaidait, en 1997, pour l'émergence d'un « monde multipolaire, plus juste », arguant de l'universalité des droits de l'homme, tout en soulignant qu'il fallait tenir compte « des particularités de chacun ».

En 2004, alors que Hu Jintao, le nouveau numéro un chinois, devait s'exprimer à l'Assemblée nationale, des élus du PS, dont Laurent Fabius, avaient demandé aux députés socialistes de ne pas cautionner par leur présence « un dictateur qui baffoue les droits de l'homme ». Jean-Marc Ayrault, alors président du groupe socialiste à l'Assemblée, jugeait que le chef de l'Etat avait « franchi les bornes de la Realpolitik ».

En 2008, après une série de manifestations réprimées au Tibet, Nicolas Sarkozy avait tenté d'affronter Pékin, laissant planer le doute sur sa venue à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, avant de céder.

Avec François Hollande, il s'agit, selon l'Elysée, de parler de ces sujets sensibles « dans le respect et sans fracas » et d'« avancer de manière pragmatique ». « Il ne faut pas faire un grand show idéologique, car cela braque les Chinois. Mais ne pas en parler serait un signe de faiblesse », explique-t-on dans l'entourage du président. Plutôt que des déclarations tonitruantes, priorité semble être donnée au pragmatisme.

« Cela n'empêche pas d'en parler en public, ce n'est pas un gros mot, mais les cas particuliers se traitent plutôt dans la discrétion », dit-on au Quai d'Orsay, où l'on souligne que le dialogue sur les droits de l'homme avec la Chine s'inscrit aussi dans le cadre européen.

Mais, au sein de la majorité, certains, tel le sénateur André Gattolin (EELV), membre du Groupe d'information sur le Tibet, jugent la diplomatie française « timorée » et « obsolète ». « Il n'est pas incompatible de faire des échanges commerciaux et de dire les choses », juge celui qui donne en exemple l'Alle-

magne et Angela Merkel. Il met en avant un sondage réalisé par l'IPOP du 16 au 18 avril pour le compte de l'ONG Green Lotus. Selon cette enquête d'opinion, 68% des sondés sont favorables à ce que François Hollande évoque avec son homologue chinois, Xi Jinping, la situation des droits de l'homme en Chine, que 92% d'entre eux jugent « pas satisfaisante ».

Pour Marie Holzman, présidente de l'association Solidarité Chine, la patrie des droits de l'homme doit s'adresser aux millions de Chinois qui se battent « courageusement et de manière désintéressée » pour le respect des droits. « Tous ces gens

regardent vers l'Occident. S'ils se battent, c'est parce qu'il y a un modèle alternatif. Dans le même temps, ils ne sont ni naïfs ni bêtes, ils savent aussi que la démocratie rencontre des problèmes », analyse-t-elle.

Jean-Marie Fardeau, directeur France de Human Rights Watch, souligne dans un communiqué que « le développement de l'Etat de droit et de la liberté d'expression est aujourd'hui au cœur des aspirations de la société chinoise ».

« Le président Hollande affaiblirait la position de la France s'il passait sous silence ces sujets », a-t-il insisté, l'appelant à demander publiquement la libération de Liu

Xiaobo, Prix Nobel de la paix 2010, condamné l'année précédente à onze ans de prison. Assignée à résidence dans son appartement pékinois, son épouse, Liu Xia, est apparue, mardi 23 avril, pour la première fois en public depuis 2010, devant le tribunal où était entendu son frère accusé de « fraude ».

A mesure que la société chinoise, en tout cas la frange urbaine qui a profité de la croissance, revendique une plus grande liberté de parole et un respect plus important de ses droits, la France devrait se placer sur ce terrain, jugent certains observateurs. Peut-être en explorant de nouvelles voies et en tissant plus de liens avec la société civile, comme le font les fondations allemandes.

Pour le sociologue Jean-Louis Rocca, chercheur au CERI à Sciences Po, on assiste à un « jeu de théâtre d'ombres qui ne fait guère avancer les choses ». « Les Occidentaux doivent en parler sans en parler ; les Chinois se fâcher sans se fâcher, car il faut d'abord faire du business », relève-t-il.

Stéphanie Balme, chercheuse à Sciences Po et auteure de *La Tentation de la Chine, nouvelles idées reçues sur un pays en mutation* (éd. Le Cavalier bleu), estime qu'il faut faire valoir auprès des dirigeants chinois qu'« il y a un coût à négliger les droits de l'homme ». Elle conseille notamment le développement d'une coopération dans des domaines tels que le droit du travail. Durant sa visite, M. Hollande se rendra d'ailleurs dans une PME française, Bernard Controls, présentée comme un modèle sur le plan social. « Les entreprises ont aussi un rôle à jouer », indique-t-on dans l'entourage présidentiel. ■

FR. BO.

Les indégivrables Xavier Gorce



Breguet
Depuis 1775

www.breguet.com

BOUTIQUES BREGUET - 6, PLACE VENDÔME PARIS +33 1 47 03 65 00 - 26, LA CROISSETTE CANNES +33 4 93 38 10 22